

Pas de répit pour les prix

Alors que l'inflation bat des records dans la zone euro, les récentes perturbations des chaînes d'approvisionnement, liées à l'émergence du variant Omicron et l'envolée des prix de l'énergie, ne laissent pas entrevoir une détente imminente des pressions inflationnistes.

Si la vague Omicron devrait avoir un impact relativement limité sur la croissance économique [cf. Conjoncture Flash 1-2022], elle cause tout de même de nouvelles turbulences dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et devrait dès lors prolonger le choc inflationniste. Ainsi, les absences de travailleurs liées au record d'infections au niveau mondial devraient avoir aggravé les pénuries de main d'œuvre dans certains domaines. En outre, les mises à l'arrêt [partielles] des activités dans certains ports chinois ne contribuent pas à résoudre les problèmes d'encombrement sur les routes maritimes. En parallèle à ces nouvelles perturbations de l'offre, la demande de biens a été renforcée encore une fois au détriment des services, suite aux restrictions sanitaires imposées en décembre et janvier.

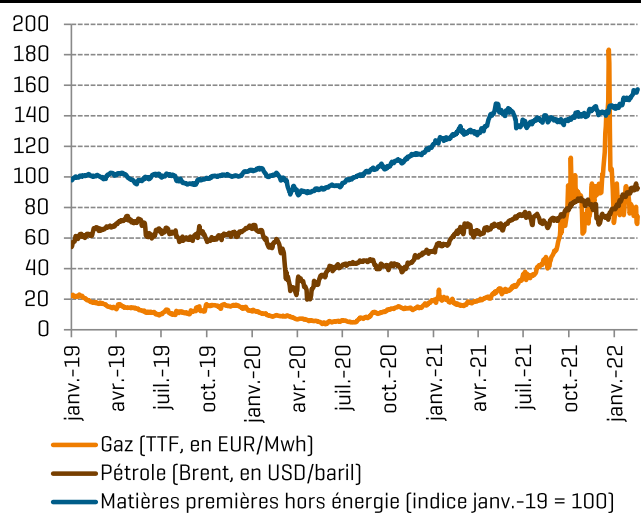
La remontée graduelle du prix du pétrole brut (à plus de 90 USD/baril à la mi-février) et la nervosité prolongée du prix du gaz au comptant sont également à l'origine d'un accroissement des tensions inflationnistes directes [via les prix à la consommation de l'énergie] et indirectes [via le renchérissement des coûts de production des autres biens et services]. Le prix du gaz en Europe a été nourri sur les dernières semaines par des niveaux de stocks extrêmement faibles et les tensions avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Le prix de l'électricité au comptant a été gonflé par l'envolée du gaz et par le renchérissement des certificats d'émissions.

Un certain relâchement de ces tensions est pourtant attendu sur les prochains trimestres. Les analystes anticipent un desserrement des goulets d'étranglement sur la deuxième moitié de 2022. L'engouement des consommateurs pour les biens devrait se réduire au profit des services, devenant plus accessibles avec la levée des restrictions. Quant aux prix de l'énergie, un certain rééquilibrage entre l'offre et la demande de pétrole ferait graduellement baisser ce cours vers 70 USD/baril à la fin de 2023 selon les prévisions d'Oxford Economics. Les marchés futurs du gaz laissent présager une baisse substantielle du prix au printemps 2023 [alors qu'elle avait précédemment été anticipée pour le printemps 2022].

De nouvelles hausses en vue

En attendant, les hausses de prix repérées en amont de la chaîne de production vont se répercuter partiellement et progressivement sur les prix à la consommation. Les prix des matières de base hors énergie semblaient avoir culminé en mai dernier. L'indice s'était temporairement tassé avant de se redresser à la fin de 2021 et d'atteindre de nouveaux sommets en ce début d'année. La composante énergétique devrait avoir contribué à ce mouvement, renchérisant notamment les coûts de production et d'acheminement des métaux.

ÉVOLUTION DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES



Source: Macrobond

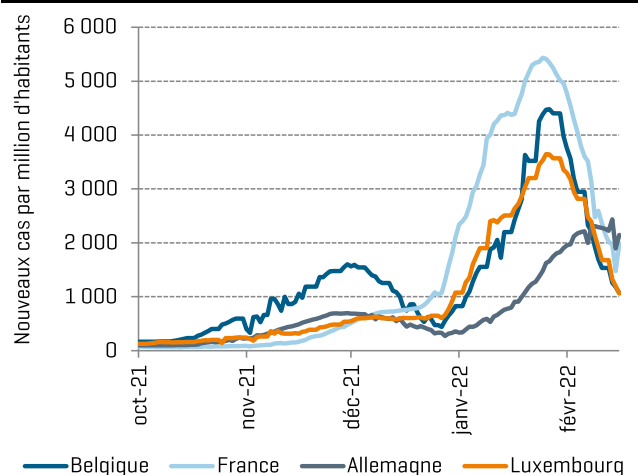
Côté alimentaire, les prix mondiaux des produits de base connaissent une progression fulgurante depuis l'été 2020 et s'affichent en janvier 2022 plus de 30% au-dessus de leurs niveaux pré-crise. À côté de conditions météorologiques défavorables, le relèvement des prix de l'énergie y concourt également. Via les coûts de production des aliments et des engrais d'un côté, mais aussi suite à une demande renforcée de certains produits alimentaires en vue de leur utilisation alternative comme biocarburants.

Dans ce contexte, les prix à la production industrielle dans la zone euro ne cessent d'accélérer (+19% sur un an en décembre pour les biens intermédiaires, +3.1% pour les biens de consommation hors alimentation). Du côté des biens importés, la dépréciation de l'euro – de l'ordre de 6% depuis le printemps dernier – accentue encore le renchérissement (+6.3% pour les biens de consommation). Au Luxembourg, les prix à la production industrielle ont également fortement accéléré au cours de 2021, avec un plus de 25% sur un an en décembre. Plus de la moitié de cette hausse est imputable à la sidérurgie (+76%), mais un renforcement s'observe pour presque tous les autres produits.

Dans la zone euro, les anticipations de prix de vente issues des enquêtes de conjoncture se sont stabilisées depuis l'automne dernier à des niveaux records. Ceci vaut aussi bien pour l'industrie manufacturière, que pour les services et le commerce. Les services sont indirectement exposés aux fluctuations des prix des biens via leurs intrants (p.ex.: dans les transports ou la restauration) et leurs coûts risquent de grimper sur les trimestres à venir si la poussée inflationniste s'accompagne d'une réaction des salaires à la hausse.

Situation sanitaire

INFECTIONS AU COVID-19



Source: Ourworldindata.org

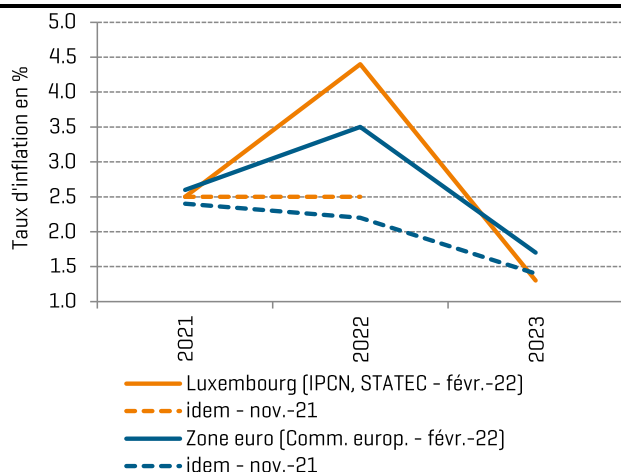
La vague Omicron s'essouffle

Alors que le variant Omicron a dominé la situation sanitaire au cours des derniers mois, la pandémie semble désormais sous contrôle. Le Luxembourg a atteint le pic de la vague Omicron au cours de la dernière semaine de janvier, tout comme la France et la Belgique, qui ont chacune largement dépassé les 3 000 cas par million d'habitants et par jour. Les trois pays affichent actuellement une baisse rapide du nombre de nouvelles infections quotidiennes. L'Allemagne est à la traîne, elle n'a atteint le pic de nouvelles infections qu'à la mi-février. Cependant, à l'instar du Luxembourg, tous les États voisins sont en train de lever les mesures restrictives.

Sous condition d'atteindre un taux de vaccination mondial de 70% d'ici la mi-2022, le directeur général de l'OMS a déclaré que la phase aiguë de la pandémie pourrait être terminée vers la fin de 2022. Actuellement, 62% de la population mondiale a reçu au moins une dose et 54% est entièrement vaccinée, selon Ourworldindata.org.

Prévisions d'inflation

PRÉVISIONS D'INFLATION POUR LE LUXEMBOURG ET LA ZONE EURO



Sources: STATEC, Commission européenne

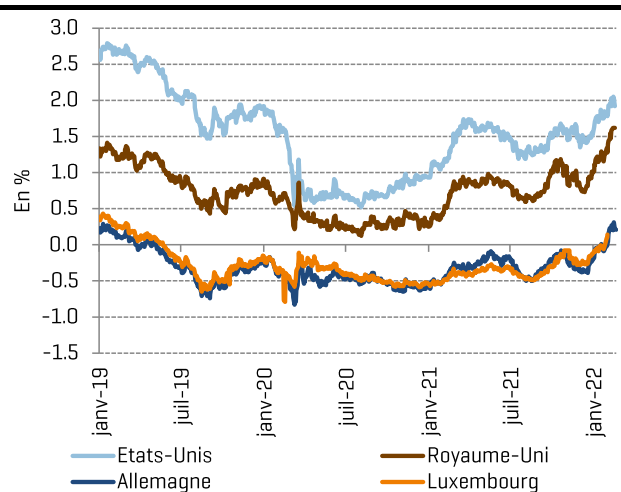
Une inflation substantiellement plus forte cette année

Le STATEC et la Commission européenne ont nettement révisé leurs prévisions d'inflation pour 2022 vers le haut. En cause: les nouvelles tensions sur les chaînes de production et le rebond prolongé des prix de l'énergie [cf. page antérieure], mais aussi le constat que les pressions en amont se répercutent désormais de manière sensible sur les prix finaux. Si l'inflation sous-jacente était restée relativement faible et atone sur la majeure partie de 2021, elle s'est ravivée depuis l'automne (à environ 2.5% en zone euro et au Luxembourg, hors effet soldes).

Au Luxembourg, l'inflation bondirait en 2022 à 4.4%, alors qu'une stabilisation à 2.5% avait précédemment été anticipée. La flambée des prix de l'énergie y contribuerait largement, mais l'inflation sous-jacente devrait également être plus vigoureuse (2.9% anticipés pour cette année). Le desserrement progressif des goulets d'étranglement et un tassement des prix de l'énergie ramènerait l'inflation générale à 1.4% en 2023 (2.2% pour l'inflation sous-jacente). La prochaine tranche indiciaire s'appliquerait au 2^e trimestre 2022 tandis que la tranche subséquente devrait suivre avec moins d'un an d'écart (cf. aussi STATNEWS N°06 du 16 février).

Environnement financier

TAUX D'EMPRUNT D'ÉTATS



Source: Macrobond

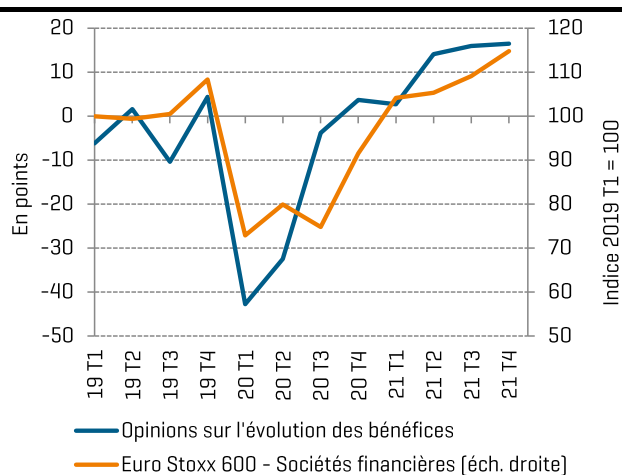
Les taux longs se redressent avec l'inflation

Les pressions inflationnistes croissantes et les taux d'intérêt réels historiquement faibles ont conduit à la fin de 2021 les banques centrales européennes et américaine à accélérer ou planifier le resserrement des politiques monétaires. La banque d'Angleterre a depuis relevé deux fois son taux d'intérêt directeur (de 0.1% à 0.5%), alors que la Fed américaine prévoit d'augmenter le sien à plusieurs reprises dès mars et de réduire son bilan. La Banque centrale européenne arrêtera le programme d'achat d'urgence lié à la pandémie en mars, puis elle mettra fin à son programme d'achats d'actifs (probablement à partir du 3^e trimestre 2022) avant de relever ses taux directeurs (probablement au 4^e trimestre 2022).

Ces perspectives de hausse des taux ont amené les investisseurs à vendre leurs obligations souveraines pour bénéficier de rendements plus élevés, poussant les taux d'emprunt d'Etat (historiquement bas, voire négatifs pour certains) à leur plus haut niveau depuis 3 ans. Les écarts de taux entre les pays de la zone euro et l'Allemagne se sont agrandis mais restent relativement faibles par rapport aux évolutions passées.

Secteur financier

OPINIONS ET VALORISATIONS DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES EN ZONE EURO



Sources: Commission européenne, Macrobond

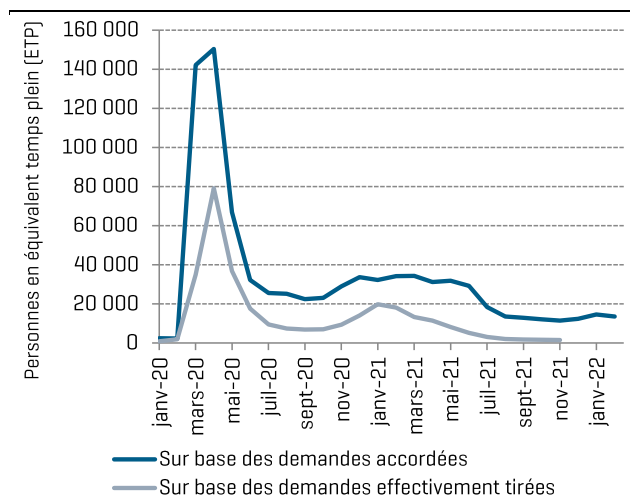
De bons résultats pour les sociétés financières

Les enquêtes de conjoncture menées auprès des sociétés financières en zone euro en janvier montrent des tendances favorables concernant les évolutions récentes et futures de l'activité, de l'emploi et des résultats, avec une remontée particulièrement marquée pour les banques. Les prévisions des dépenses d'exploitation sont toutefois fortement orientées à la hausse (à leur plus haut niveau depuis la fin de 2008) pour tous les types de sociétés financières, ce qui tempère les perspectives de bénéfices.

Plusieurs grandes banques européennes ont déjà publié leurs résultats pour 2021. Ces derniers font état de bénéfices records, soutenus par la reprise de l'activité qui a permis de diminuer les provisions pour couvrir les risques et de redynamiser les activités de financement et d'investissement. Les charges ont continué à croître, mais moins fortement que les revenus générés par les différents métiers de l'industrie bancaire. Sur les marchés, les valeurs bancaires ont progressé bien plus fortement que les autres segments en 2021 (+19% sur un an) et au début de 2022 (+12% à la mi-février).

Marché du travail 1/2

PERSONNES EN CHÔMAGE PARTIEL



Sources: Comité de conjoncture, IGSS, calculs STATEC

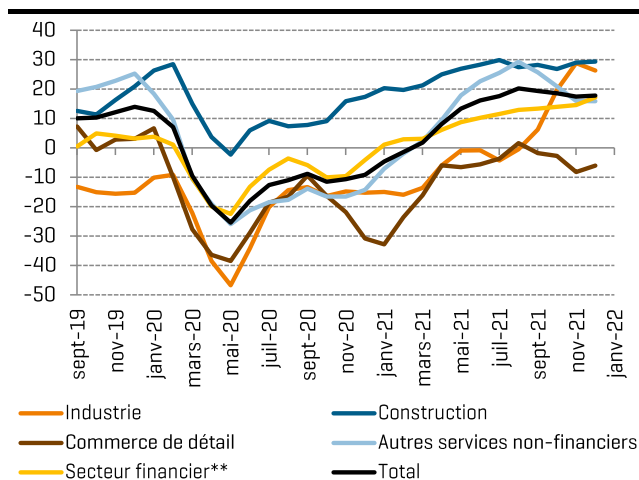
Les effectifs en chômage partiel demeurent faibles

Avec les mesures sanitaires en place depuis la fin décembre 2021 (notamment couvre-feu et 2G+ dans les restaurants, bars et cafés), le nombre d'entreprises demandant le chômage partiel est de nouveau remonté au tournant de 2021/2022. En janvier, presque 1 500 entreprises s'étaient vues accorder cette aide, soit deux fois plus qu'en novembre, pour un effectif de quelque 15 000 personnes, dont 44% issues de l'Horeca et 39% de l'industrie. Alors que les demandes issues de l'industrie restent relativement stables (à hauteur de 15% de ses effectifs), la hausse récente provient exclusivement de l'Horeca (où 1/3 des salariés sont concernés au début de l'année, contre 15% en novembre).

Malgré cette remontée récente, la part des salariés concernés par les demandes de chômage partiel s'élève à seulement 3%, soit bien moins qu'au début de 2020 et 2021, mais encore au-dessus de son niveau d'avant crise (0.3% en 2019). Elle devrait encore se résorber avec l'assouplissement des mesures sanitaires en février et redevenir marginale quand les dispositions spécifiques d'éligibilité liées à la pandémie prendront fin (ce qui est prévu pour juillet 2022).

Marché du travail 2/2

ENQUÊTES DE CONJONCTURE - PERSPECTIVES D'EMPLOI*



Sources: STATEC, Commission européenne (séries lissées)

*Solde des réponses positives et négatives, ** de la zone euro

Les perspectives d'emploi restent bonnes

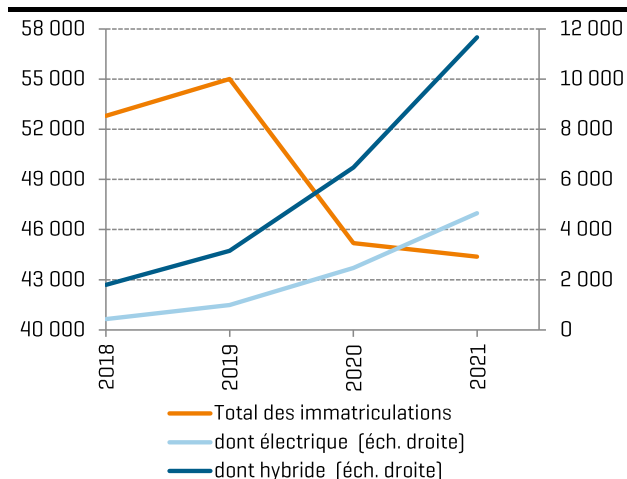
Les perspectives d'emploi refluent légèrement au Grand-Duché sur la fin de 2021, mais demeurent globalement sur des niveaux élevés. Le repli récent provient du commerce de détail et des autres services non-financiers (ces derniers représentent 32% de l'emploi total), les autres branches montrant toujours une forte intention de recruter.

Dans l'industrie, les perspectives d'emploi ont même atteint un niveau record (depuis le début de la série en 1985). Ce sont surtout l'industrie du bois, des machines et équipements et la métallurgie qui affichent des perspectives d'embauche très élevées sur la fin de 2021. À côté de cette forte hausse des intentions de recrutement, le taux d'emplois vacants de l'industrie montre une tendance nettement croissante depuis un an (à 1.8% au 4^e trimestre, contre 0.7% au 3^e trimestre 2020).

Dans la construction et le secteur financier (pour ce dernier, les données sont seulement disponibles pour l'ensemble de la zone euro) les perspectives d'évolution des effectifs restent également favorables sur la fin de l'année.

Énergie / environnement

NOUVELLES IMMATRICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources: SNCA, STATEC

Ça roule pour les modèles hybrides et électriques

La part des voitures électriques dans les nouvelles immatriculations au Luxembourg a atteint un niveau record fin 2021. En décembre, 21% des immatriculations étaient électriques, soit une proportion supérieure à celle des voitures diesel. Sur l'ensemble de 2021, 10% des immatriculations ont été électriques [5% en 2020] et 26% ont été hybrides [14% en 2020], des chiffres proches de ceux constatés ailleurs en Europe. Les voitures électriques et hybrides représentent désormais 2% et 6% du parc automobile luxembourgeois.

Le nombre d'immatriculations totales a cependant continué à baisser en 2021, d'environ 2% à la fois au Luxembourg et dans l'UE. Alors que l'on aurait pu s'attendre à un rebond en 2021 (après la baisse de 18% en 2020), les goulets d'étranglement ont nettement handicapé les approvisionnements de l'industrie automobile. Ils devraient continuer à entraver la production et les ventes de voitures cette année, même si des signes de retournement sont apparus récemment (avec notamment des immatriculations en hausse en janvier par rapport à l'année passée pour l'Allemagne, l'Espagne ou l'Autriche).

Tableau de bord

	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	20.2	11.3	1.9	5.6	0.8	0.9	-2.5	...	...	-0.3	-3.0
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	0.8	3.8	-5.0	0.6	-3.2	-1.7	-2.1	...	...	-2.4	-2.7
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	15.9	3.6	-3.4	-0.1	0.5	0.2	-1.9	...	...	-0.4	4.9
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.5	2.2	2.3	2.5	2.7	3.6	4.5	4.1	3.6	4.1	0.9
Inflation sous-jacente	1.2	1.1	1.2	1.3	1.4	1.8	2.2	2.3	1.4	2.0	1.8
Indice des produits pétroliers	35.5	28.6	28.3	29.9	34.6	48.5	60.0	46.9	48.7	51.7	-13.5
Indice des prix à la production industrielle	2.7	4.5	11.1	17.0	21.5	22.1	25.1	25.6	...	24.3	-5.2
Indice des prix à la construction ¹	5.2	5.2	7.2	7.2	7.2	9.3	9.3	9.3	...	9.3	2.9
Coût salarial moyen par personne (CNT)	11.3	11.3	3.1	3.1	3.1	...	...	...	...	3.1	2.3
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	16.9	12.5	4.9	9.4	-1.2	-2.8	1.4	...	...	-0.9	-2.1
Importations de biens en volume	32.2	16.5	1.3	0.6	8.3	22.8	8.4	...	...	13.3	-4.3
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.4	3.5	3.1	3.1	3.6	3.5	3.8	3.8	3.6	3.7	1.4
Emploi national	2.3	2.6	2.2	2.2	2.9	2.8	2.9	2.9	2.7	2.8	0.8
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	5.9	5.7	5.6	5.5	5.5	5.3	5.2	5.1	4.9	5.1	6.4

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2020 T3	2020 T4	2021 T1	2021 T2	2021 T3	2021 T4
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	12.6	-0.3	-0.2	2.2	2.3	0.3
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	7.8	0.6	3.7	0.0	0.9	...
	Variation annuelle en %					
	2017	2018	2019	2020	Prévision 2021	Prévision 2022
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	1.3	2.0	3.3	-1.8	7.0	3.5
PIB en valeur 2020: 64 221 Mio EUR						
Salaire minimum mensuel (depuis le 01/10/2021): 2 256.95 EUR						
Balance courante (T3 2021): 718 Mio EUR						
Population résidente (01/01/2021): 634 730						
	Indice des prix à la consommation (01/2022) - base 1 ^{er} janvier 1948: 915.97					
	Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1 ^{er} janvier 1948 (01/2022): 910.27					
	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: 2 ^e trimestre 2022					

STATEC
info@statec.etat.lu
(+352) 247-84219
www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
Bastien Larue
Bastien.Larue@statec.etat.lu
(+352) 247-84339

Cathy Schmit
Cathy.Schmit@statec.etat.lu
(+352) 247-88459

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source